# L’Europe en voie de tiers-mondisation

03/12/2008 à 13h54

*Une tribune libre de Paysan Savoyard*

**Sous nos yeux, jour après jour, goutte à goutte, sans secousses brutales, sans spasmes, sans râles, un nouveau monde s’installe en France et en Europe. Une société meurt : la société européenne. Une autre naît et prend la place. Dans un premier temps, la nouvelle société sera américaine. A moyen terme, nous deviendrons probablement une société du tiers-monde.**

Par petites touches, le tableau s’esquisse et devient chaque jour plus net : il dessine la fin des sociétés européennes. Qu’est-il en effet en train de se passer dans notre pays (et probablement aussi chez nos voisins d’Europe occidentale) ?

Les trois groupes principaux de la société sont désormais placés dans des situations antagonistes et les écarts entre ces groupes ne cessent de se creuser :

La partie supérieure de la société s’enrichit de façon rapide et spectaculaire (les principaux facteurs de cet enrichissement étant la mondialisation, les mesures de libéralisation de l’économie, les politiques fiscales favorables aux détenteurs de patrimoines et aux hauts revenus qui sont conduites depuis près de trois décennies).

A l’autre extrémité du spectre social, une partie importante de la population d’âge actif ne travaille pas ou n’occupe pas d’emploi véritable (il s’agit en particulier : des chômeurs de longue durée ; des personnes dispensées de recherche d’emploi ; des préretraités ; des Rmistes ; de certains étudiants des

universités, dont le nombre a été doublé, alors même que près d'un étudiant sur deux n'obtient aucun diplôme ; des emplois aidés type emplois-jeunes ; des travailleurs clandestins). Ces personnes, qui ne cotisent pas ou peu et qui paient peu d'impôts, accèdent cependant au plein usage des services publics, aux diverses prestations sociales et aux nombreux dispositifs d'assistance mis en place ces trente dernières années. Cet état de choses entraîne une dégradation constante de la situation des finances publiques.

La classe salariée voit, elle, sa situation se détériorer de façon continue (réserve faite des cadres supérieurs, qui appartiennent à la partie de la société en voie d'enrichissement rapide). Les salariés du secteur privé subissent ainsi une dégradation des conditions d'emploi (précarisation de l'emploi ; variabilité des horaires ; pression exercée par les hiérarchies des entreprises ; licenciements dans les régions touchées par la désindustrialisation). Qu'ils relèvent du secteur privé ou du secteur public, l'ensemble des salariés sont touchés par les évolutions négatives suivantes (la sécurité d'emploi dont ils bénéficient plaçant cependant les agents du secteur public dans une situation globalement meilleure) : stagnation des rémunérations ; hausse du prix du logement ; hausse des prix de la plupart des biens et services courants ; diminution régulière du niveau de remboursement des dépenses de santé ; augmentation de la durée d'activité nécessaire pour bénéficier d'une pension de retraite à taux plein.

En outre, alors que ses revenus n'augmentent pas, la classe salariée subit un alourdissement constant de la pression fiscale et sociale qui pèse sur elle (la hausse des impôts et cotisations des salariés étant rendue nécessaire par le mauvais état des finances publiques, par les baisses d'impôts accordés aux hauts revenus et aux détenteurs de patrimoine et par les coûts croissants du dispositif d'assistance à destination de la partie de la population d'âge actif qui ne

travaille pas ou qui travaille de façon clandestine).

Dans ces conditions la classe salariée subit un processus, lent mais continu, d'appauvrissement et de déclassement.

Comme ses homologues européennes, la société française est confrontée d'autre part au phénomène de l'immigration massive. Cette immigration vient renforcer l'impact des évolutions qui viennent d'être recensées. C'est ainsi qu'elle contribue à l'enrichissement de la partie supérieure de la société (les immigrés occupent en effet, à moindre coût, la plupart des emplois manuels et d'exécution, dans les entreprises ou, comme personnels de maison, au domicile des membres de la classe dirigeante). Permettant l'occupation de ces emplois manuels et d'exécution que les Français rejettent, l'immigration encourage également, par là-même, le phénomène de non-activité. Enfin une partie des immigrés viennent grossir les rangs de la population qui ne travaille pas (de façon légale du moins) et qui bénéficie des services publics, des prestations sociales et des dispositifs d'assistance.

Une mutation profonde est donc en cours. Certaines de ses manifestations sont d'ailleurs spécialement voyantes : tandis que les SDF s'installent dans les villes par milliers, les parvenus étalent leur luxe (il suffit de constater la multiplication des voitures de très haut de gamme ; le comportement du nouveau président de la république – « le président bling-bling » – est également significatif).

En reprenant les différents éléments que nous venons de recenser, on peut observer que la transformation en cours de notre société offre une triple facette :

- Nous sommes en présence d'abord d'une américanisation (enrichissement spectaculaire et ostensible de la couche supérieure de la société ; creusement des écarts ; dérégulation).
- Plusieurs des phénomènes à l'oeuvre tendent également à

nous aligner sur les sociétés du tiers-monde : immigration massive ; explosion du nombre des personnes dormant dans la rue ; affaiblissement et déclassement progressifs de la classe moyenne ; nombre important de personnes ne travaillant pas ou n'occupant pas d'emploi légal ; croissance de l'économie souterraine et de trafic ; progression continue de la violence ; multiplication des zones échappant au contrôle des pouvoirs publics ; apparition des premiers quartiers résidentiels protégés par des enceintes.

- Certains éléments de l'héritage social-démocrate – troisième aspect de l'évolution en cours – conservent leur pleine vigueur. Mais il s'agit malheureusement de ses reliquats les moins glorieux : les corporatismes des secteurs salariés protégés ; et l'assistanat.

Dans ce contexte, quel est notre avenir ? La social-démocratie et la régulation étatique, qui étaient devenues des caractéristiques positives et essentielles de la civilisation européenne, émettent probablement leurs derniers feux et ne se remettront pas de la dégradation accélérée des finances publiques. Alors américanisation ou tiers-mondisation ?

Il nous semble que le phénomène le plus puissant est le second et nous pronostiquons qu'il finira pas l'emporter. Le facteur le plus décisif sera la probable quasi disparition de la protection sociale : nos systèmes sociaux seront d'ici vingt ans ruinés par l'immigration et l'assistanat (la rapacité des professions libérales de santé et l'égoïsme des corporations du secteur public bénéficiant d'un régime de retraite abusif contribueront également au processus de dégradation). D'ici vingt ans la situation sera la suivante : la modicité des pensions contraindra un grand nombre de retraités à occuper un job de complément (comme c'est déjà le cas en Grande-Bretagne) ; dans le même temps, les remboursements de soins de santé ne cesseront de se réduire et une partie grandissante de la population sera conduite à renoncer aux soins non vitaux

(prothèses dentaires ; prothèses de hanche…). D'ici vingt ans, nos systèmes sociaux ruinés ne pourront plus assurer au mieux qu'une protection sociale minimale, en dessous sans doute de ce que connaissent aujourd'hui les Etats-Unis, nous ravalant ainsi au niveau des sociétés non développées.

Qu'elle devienne américaine (davantage encore qu'elle n'est aujourd'hui) ou qu'elle se « tiers-mondise » tout à fait, une chose paraît certaine. Notre société était jusqu'alors plutôt égalitaire, homogène et fortement régulée par des mécanismes d'intervention étatique de type social-démocrate. Elle devient hétérogène et violente ; elle se dérégule, se libéralise et se diffracte, la loi du plus fort opérant un come-back historique : elle ne sera bientôt plus européenne.

Face à ces évolutions catastrophiques dont ils sont les principales victimes, les Français salariés, qui constituent la majorité de la population, réagissent… en ne réagissant pas. Les causes de cette passivité sont diverses. L'évolution que nous décrivons est continue mais elle est lente, ce qui la rend peu sensible. Chacun cherche à s'adapter et à s'en sortir individuellement. Chacun également est saisi d'un sentiment d'impuissance et tenté par le fatalisme.

Ce fatalisme et ce sentiment d'impuissance ne sont pas justifiés. Pourquoi ? Parce que les évolutions dont nous parlons ne tombent pas du ciel. Elles résultent de décisions bien précises prises par nos dirigeants, avec notre accord, ou grâce à notre passivité (on peut ainsi repérer plusieurs décisions stratégiques majeures prises au cours des trois ou quatre dernières décennies, qui nous ont conduits là où nous sommes).

Si nous voulions en sortir, il faudrait exiger de nos élites un changement urgent de direction : mesures protégeant l'Europe de la mondialisation ; assainissement et consolidation des mécanismes d'intervention social-démocrates ; suppression de l'assistanat ; arrêt de l'immigration.